

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 St Etienne

St Etienne, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CANDIA**

116, Rue G.SAND - 42350 La Talaudière

Code AIOT : 0054200986

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement CANDIA implanté 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANDIA
- 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0054200986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de fabrication et conditionnement de produits de consommation à base de lait.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.2	Sans objet
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Thématique TAR : L'Analyse méthodique des risques (AMR) a été mise à jour en 2025, le plan d'entretien doit être complété et les actions correctives planifiées.

Thématique combustion : la déclaration des installations combustion de taille moyenne (Directive MCP) doit être effectuée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, conformité à l'AP et aux AMPG 2910
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Classement en 2910-A2 (DC) pour 13.3 MW - combustible utilisé : Gaz naturel et fuel pour le groupe motopompe du sprinklage. La liste des appareils présentée fait état de : - Une chaudière eau chaude : 2910 kW

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux chaudières vapeurs : 4100 kW (en secours fonctionne moins de 500 h/an) et 5430 kW ;</li> <li>- Six générateurs d'air chaud de 80 kW chacun ;</li> <li>- Un groupe motopompe sprinklage 122 kW (Fuel).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence d'enregistrement de l'installation dans le registre MCP.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Faire la déclaration de l'installation de <b>combustion de taille moyenne (Directive MCP)</b> en accédant via le lien suivant :</p> <p><i><a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</a></i></p> <p>Les délais de déclaration sont les suivants (art. R. 515-114 du code de l'environnement) : Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : déclaration à faire au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW.</p> <p>Communiquer l'accusé de réception de la télédéclaration à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- leur origine ;</li> <li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li> <li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li> <li>- l'identité du fournisseur ;</li> <li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li> </ul> <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Classement en 2910-A : Gaz naturel et fuel domestique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des VLE applicables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Voir l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales (AMPG).</p>

<p><b>Constats :</b>  Analyses des rejets atmosphériques :  <u>Chaudière 1 :</u>  NOx mesurés 119.53 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE 150 mg/Nm<sup>3</sup>) ;  <u>Chaudière 2 :</u>  NOx mesurés 84.52 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE 100 mg/Nm<sup>3</sup>) ;  <u>Chaudière 3 :</u>  NOx mesurés 95.49 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE 100 mg/Nm<sup>3</sup>).</p> <p>A noter un dépassement sur la chaudière 2 pour le Monoxyde de carbone (CO) 119.53 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE 100 mg/Nm<sup>3</sup>) réglage et nouvelle analyse conforme le 28/07/2025 (23.56 mg/Nm<sup>3</sup>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.  (...)</p> <p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.  (...)</p> <p>V. Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Mesures sur les rejets atmosphériques effectuées par l'APAVE (Présence du titre d'habilitation du technicien) le 15/07/2025 :  - BABCOCK 1 eau chaude (2910 kW) ;  - BABCOCK 2 vapeur (5431 kW) ;  - BABCOCK 3 vapeur (4100 kW).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.
<b>Constats :</b>  Le livret de chaufferie est à mettre à jour selon les remarques présentées dans le rapport APAVE du 29/07/2025 (Contrôle périodique de l'efficacité énergétique des installations de 400 KW à 20 MW).  Cette mise à jour sera vérifiée lors de la prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation(Arrêté du 23 juillet 2021, article 1er 6°) a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques (...).
<b>Constats :</b>  Présence d'une analyse méthodique des risques pour chacune des deux tours réalisées le 17/03/2025 (assistance à la réalisation faite par l'APAVE). Cette AMR contient : <ul style="list-style-type: none"><li>- une description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ;</li><li>- liste les facteurs de risque propres à l'installation, liés à l'implantation, la conception, les situations de fonctionnement et l'hydraulique.</li></ul> Pas d'échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque. Les schémas de principe ne font pas figurer les points d'injection des traitements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre un échéancier des actions correctives programmées et des moyens de maîtrise à mettre en œuvre sur la base de l'identification des facteurs de risques potentiels annexe 6 de l'AMR et des défaillances actuelles annexe 7 (voir gestion de l'hydraulique de la tour 40 Bar = facteur de concentration trop faible).

Les manquements en terme d'affichage des risques, de formation du personnel, de gestion et identification des points de prélèvement sont à corriger rapidement.

Indiquer les points d'injection des traitements sur les schémas de principe.

Identification de deux circuits d'eau d'appoint. Analyser la possibilité de n'en conserver qu'un et voir si le système actuel ne peut pas engendrer de bras mort sur l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025

**Prescription contrôlée :**

**b)** Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des

*Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées (...)



<b>Constats :</b>  Les interventions et les maintenances sont gérées Via un fichier <i>Excel</i> interne et les interventions tracées via la GMAO. Les mesures d'entretien préventif doivent être prévues dans ce plan d'entretien (fréquence, service en charge...). VEOLIA est chargé du traitement de l'eau et réalise une analyse une fois par mois. Analyses internes deux fois par semaine. Analyses Eurofins tous les deux mois et transmission via GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre à l'inspection une copie du plan de surveillance et d'entretien.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures spécifiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation.  Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence de la fiche de stratégie de traitement préventif et des fiches de suivi des indicateurs de la qualité de l'eau avec les valeurs cibles et les seuils d'alerte (fiche de suivi mensuel).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La fiche de stratégie de traitement si plus de 1000 UFC ;</li> <li>- Procédure de nettoyage annuel ;</li> <li>- Procédures spécifiques d'arrêt immédiat de la dispersion, et procédures de gestion de l'installation à l'arrêt et de redémarrage.</li> </ul> <p>Amender le plan d'entretien avec la liste des indicateurs de suivi avec leurs valeurs cibles et les seuils d'alerte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>